

## **CONSTRUCTION DE LA CITE DU MINISTERE DE LA JUSTICE DE SAINT-LAURENT DU MARONI (973)**

### **MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

#### **ASSISTANCE TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE SUIVI DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

<b>Règlement de la consultation (RC)</b>
--

**Date et heure limite de remise des offres :**

**Mardi 03/06/2025 à 17H00 (Heure Paris)**

**Mardi 03/06/2025 à 12H00 (Heure Cayenne)**

## Contenu

1.	Objet de la consultation .....	3
1.1.	Objet de l'opération de marché public global de performance .....	3
1.2.	Objet du présent marché.....	4
2.	Conditions de la consultation .....	5
2.1.	Procédure de passation.....	5
2.2.	Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché.....	5
2.3.	Variantes.....	5
2.4.	Forme du marché .....	5
2.5.	Décomposition en tranches .....	5
2.6.	Durée du marché.....	5
2.7.	Visite de site.....	5
2.8.	Lieu d'exécution des prestations.....	5
2.9.	Délai de validité des offres .....	5
2.10.	Renseignement complémentaire.....	6
2.11.	Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
3.	Pièces constitutives du dossier de consultation .....	6
4.	Clause sur la confidentialité des documents.....	7
5.	Présentation des candidatures et des offres.....	8
5.1.	Dossier de candidature – conditions de participation .....	8
5.2.	Dossier de présentation de l'offre.....	10
6.	Vérification des conditions de participation et examen des offres .....	11
6.1.	Jugement des candidatures .....	11
6.2.	Jugement des offres .....	11
6.3.	Négociations .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
7.	Conditions d'envoi ou de remise des Candidatures et des offres.....	12
7.1	Transmission électronique du pli .....	12
7.2	Signature électronique .....	12
7.3	Copie de sauvegarde.....	13
7.4	Assurance et frais de transport.....	14
8.	Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché .....	14
9.	Voies de recours.....	15

## 1. OBJET DE LA CONSULTATION

### 1.1. Objet de l'opération de marché public global de performance

Conformément à l'engagement des Accords de Guyane, le ministère de la Justice va procéder à la construction d'un centre pénitentiaire de 495 places, d'un tribunal judiciaire, d'une antenne de la protection judiciaire de la jeunesse et d'une antenne des services pénitentiaires d'insertion et de probation, ainsi que des équipements liés, à Saint-Laurent-du-Maroni.

Le site d'implantation retenu est celui du carrefour Margot, à 7km du centre-ville, au sein d'un des périmètres de l'opération d'intérêt national de Guyane. La surface de plancher prévue est supérieure à 40 000 m<sup>2</sup>, et le site accueillera environ 500 personnels et fonctionnaires à terme.

Ce projet vise notamment à répondre aux différentes problématiques immobilières pénitentiaires et judiciaires rencontrées en Guyane française, notamment dans l'ouest. L'APIJ assure la maîtrise d'ouvrage de ce projet.



Figure 1 : Localisation du projet

Le calendrier général prévisionnel de l'opération prévoit un démarrage des travaux à l'été 2025 et une livraison en 2029.

L'APIJ a attribué en 2023 un marché public global de performance (MPGP), incluant la conception, la réalisation et l'exploitation-maintenance, à un groupement dont le mandataire est l'entreprise Pizzarotti.

La maîtrise d'œuvre est assurée par Architecture Studio, membre du groupement titulaire du MPGP.

Le marché global de performance comprend les missions suivantes :

- M0 – PRE – Etudes préliminaires : mise au point et processus BIM
- M1 – APS – Avant-Projet-Sommaire

- M2 – ADM – Demandes d'autorisations administratives
- M3 – APD – Avant-Projet-Définitif
- M4 – PRO – Etudes de Projet
- M5 – EXE – Etudes d'exécution et cellule de synthèse
- M6 – VISA-DET – Visa des plans d'exécution et direction de l'exécution des travaux
- M7 – TRVX –Travaux
- M8 – AOR – Assistance aux opérations de réception
- M9 – MOB – Mobilier
- M10 – SIG – Signalétique
- M11 – QEB – Qualité environnementale des bâtiments
- M12 – GPA – Suivi de la GPA

## 1.2. Objet du présent marché

Le projet de la Cité du Ministère de la Justice de Saint-Laurent du Maroni a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique et d'une Dérogation Espèces Protégées en 2020. Dans la continuité, un dossier de Demande d'Autorisation Environnementale Unique est en cours d'instruction et fait l'objet d'une enquête publique. Le pouvoir adjudicateur s'est engagé à mettre en œuvre des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts sur l'environnement. Le titulaire du marché global de performance s'est quant à lui engagé à souscrire à une charte chantiers faibles nuisances, exigée par l'APIJ. Ces deux volets doivent permettre la réalisation d'un projet plus respectueux de l'environnement et des riverains.

Le présent marché a pour objet un ensemble de prestations concourant à l'assistance technique du maître d'ouvrage pour le suivi des enjeux relatifs à l'environnement et au développement durable. Le titulaire du marché sera nommé « AMO DD ».

Il aura donc pour mission :

- De réaliser un diagnostic de la faune et de la flore avant travaux
- D'effectuer un suivi de l'évolution de la faune en phase réalisation
- De s'assurer de l'appropriation et de l'application par le groupement titulaire du MPGP, de la charte chantiers faibles nuisances. Pour se faire, il devra mener à bien les tâches suivantes :
  - Analyse de documents dus au titre de la charte
  - Suivi de la mise en œuvre de mesures de communication
  - Vérification de la mise en œuvre des mesures de limitation des nuisances et pollutions
- De s'assurer du respect et de la mise en œuvre par le titulaire du marché public global de performance des mesures d'évitement, de réduction et de compensation auxquelles le pouvoir adjudicateur s'est engagé dans le cadre de la demande de dérogation relative aux espèces protégées. Pour ce faire, il devra mener à bien les tâches suivantes :
  - Suivi et encadrement de la préparation du chantier et du chantier
  - Suivi et encadrement de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de suivi
  - Formation et sensibilisation des personnels en charge de l'entretien des espaces verts

Les missions du présent marché sont décrites dans le CCTP.

## 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

---

### 2.1. Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, passée en application des articles L2124-1, L2124-2, R2161-2 et R2161-5 du Code de la commande publique.

### 2.2. Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

En cas de groupement, le groupement attributaire pourra être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, **le mandataire sera solidaire** de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de l'accord-cadre à l'issue de la procédure. La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement. Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

### 2.3. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 2.4. Forme du marché

Le présent marché est passé à prix global et forfaitaire.

### 2.5. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de tranche.

### 2.6. Durée du marché

Conformément à l'article 5 de l'acte d'engagement, le présent marché est conclu pour une durée estimative de 48 mois à compter de sa notification. La mission s'achèvera en tout état de cause à la validation de la mission M8 – AOR par le pouvoir adjudicateur.

Des délais de prestations spécifiques sont précisés à l'annexe 1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

### 2.7. Visite de site

Sans objet.

### 2.8. Lieu d'exécution des prestations.

Le site d'implantation est le carrefour Margot, à 7 km du centre-ville de Saint-Laurent du Maroni.

### 2.9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

## 2.10. Renseignement complémentaire

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres une demande écrite sur PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2759629&orgAcronyme=d3f>

Une réponse précise sera alors adressée à tous les candidats.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.11. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 3. PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

---

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent règlement de consultation
  - Son annexe n°1 : la déclaration sur l'honneur d'indépendance
  - Son annexe n° 2 : cadre de réponse des candidatures
- L'acte d'engagement (AE)
  - Son annexe n°1 relative à l'acte spécial de sous-traitance
  - Son annexe n°2 de répartition du montant du marché par cotraitant
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1
- Le cahier des charges techniques particulières (CCTP)
- Le dossier de pièces d'informations suivantes en annexe du CCTP :
  - Annexe 1 : Arrêté relatif à la dérogation espèces protégées
  - Annexe 2 : Le dossier de demande de dérogation espèces protégées
  - Annexe 3 : Le résumé non-technique de l'étude d'impact
  - Annexe 4 : L'avis de l'Autorité Environnementale (IGEDD) sur le dossier de demande d'autorisation environnementale unique
  - Annexe 5 : Le mémoire en réponse de l'APIJ à l'avis de l'Ae
  - Annexe 6 : Charte faibles nuisances
- Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), présentant les temps passés par phase

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ : <https://www.marches-publics.gouv.fr> Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme.

Une assistance en ligne y est accessible.

**Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plateforme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.**

#### **4. CLAUSE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS**

---

Les candidats sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les fichiers, études, documents qui leur ont été communiqués pour leur permettre d'établir leurs propositions dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf indication contraire du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis sont réputés présenter un caractère secret.

Ils s'engagent donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sauf accord auprès du maître d'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui leur auront été remis, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Retourner au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des documents dont la restitution aura été demandée.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du candidat pourra être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

## 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française. Elles seront composées de deux dossiers :

### 5.1. Dossier de candidature – conditions de participation

Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés ci-dessous pour chaque candidat ou chaque membre du groupement solidaire, à savoir :

#### 1. Situation juridique du candidat

- Une lettre de candidature et la désignation du mandataire par ses cotraitants complétée (formulaire [DC1 version du 1<sup>er</sup> avril 2019](#)) ainsi que les coordonnées de l'ensemble des contractants et sous-traitants dans le cadre de réponse (fichier xls).

Si le(s) candidat(s) est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du Code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

#### 2. Capacités économiques et financières

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de la présente consultation, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ([DC2 à compléter](#)).

#### 3. Capacités professionnelles et techniques

- a) Une liste de 3 références maximum, de services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans pourront être pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Pour chaque référence, le candidat précisera également :

- le nom du donneur d'ordre (maître d'ouvrage ou pouvoir adjudicateur)
- ses coordonnées,
- le nom du maître d'œuvre (architecte ou bureau d'études),
- l'objet de l'opération
- son adresse
- la surface du site
- le montant hors taxes des travaux
- la nature de l'intervention (missions)
- le montant hors taxes des prestations réalisées par le candidat,

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

- b) Effectifs moyens annuels des 3 dernières années, à remplir dans le cadre de réponse (fichier xls).

- c) Les titres d'études et professionnels des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché
- d) Une déclaration d'indépendance conforme au modèle de l'annexe n°1 au présent règlement de consultation. Le candidat doit fournir une déclaration décrivant la nature de ses éventuels liens avec le groupement responsable du marché de conception-réalisation.

Il est précisé que cette déclaration concerne le candidat, ses cotraitants et ses sous-traitants ou autres opérateurs dont il disposerait des capacités pour l'exécution dudit marché.

**Dans le cas où le candidat ne présenterait pas d'indépendance vis-à-vis du groupement attributaire du marché global de performance relatif à la construction de la Cité du Ministère de la Justice de Saint-Laurent du Maroni, le présent marché ne lui serait pas attribué.**

Le 1<sup>er</sup> candidat par ordre de classement des offres, présentant une indépendance vis-à-vis du groupement attributaire du marché de conception-réalisation, se verrait alors attribuer le marché.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

**Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.**

➤ **Précisions sur la présentation de la candidature**

Les candidats sont invités à compléter le Cadre de réponse candidature joint en annexe du présent RC.

En cas de groupement ou de sous-traitance, les pièces énumérées doivent être produites pour chaque membre du groupement ou des sous-traitants. En outre, en cas de sous-traitance, le candidat devra produire une déclaration signée électroniquement par le sous-traitant indiquant qu'il mettra bien ses moyens à disposition.

Le candidat qui souhaite se prévaloir des capacités d'autres opérateurs économiques devra fournir les mêmes documents concernant ces opérateurs que ceux qui sont exigés de lui par le pouvoir adjudicateur. De plus, le candidat produira un engagement écrit de ces opérateurs justifiant qu'il disposera de leurs capacités pour l'exécution du marché.

Les candidats sont invités à utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature, dernière version du 1<sup>er</sup> avril 2019 disponible gratuitement sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

Le candidat indiquera une **adresse courriel valide** pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le moyen de communication privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéant. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Toute documentation commerciale est proscrite.

A noter : **Le cadre de réponse de candidature doit également être rempli, et remis sous format natif .xls (ou similaire).**

## **5.2. Dossier de présentation de l'offre**

Un dossier offre comportant en un exemplaire original les pièces suivantes :

### **A - Un projet de marché comprenant :**

1. L'**acte d'engagement** et accompagné de ses annexes :
  - Annexe 1 : déclaration de sous-traitance dont les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché
  - Annexe 2 : tableau de répartition de la rémunération par cotraitants, complété,
2. La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)** par mission et par cotraitants avec les temps passés, complétée, cadre à accepter sans modifications (*au format Excel et PDF*). Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre.
3. L'annexe 1 du Règlement de Consultation relative à la déclaration d'indépendance

### **B - Un mémoire technique de 10 pages maximum portant sur l'organisation opérationnelle mise en place et indiquant selon le plan suivant :**

1. La liste nominative sous forme d'organigramme, des différents intervenants, y compris les spécialistes, qui seront affectés à l'exécution du marché ainsi que la présentation de leur curriculum vitae et de leurs expériences respectives. Cette liste doit reprendre exactement les personnes qui travailleront effectivement sur l'opération.
2. La méthodologie adoptée en vue d'assurer les prestations
  - L'indication précise des tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, y compris la répartition des compétences spécifiques
  - La méthodologie adoptée en termes de suivi de la démarche environnementale du titulaire du marché de conception-réalisation et du respect de la charte chantier faible nuisance par celui-ci. Cette note présentera : les intérêts et les enjeux des missions confiées l'AMO DD, les moyens et la méthodologie que le candidat propose de mettre en œuvre pour mener à bien les missions qui lui sont confiées, ainsi que les modalités de collaboration avec les acteurs du projet (maître d'ouvrage, assistant technique à maîtrise d'ouvrage, groupement titulaire du marché global de performances, CSPS...).
3. Un dossier synthétique, qui peut être anonyme, d'exemples des livrables : rapport d'analyse (APS, APD, PRO), support de réunion entreprise ou réunion publique, compte-rendu de réunion, tableau de suivi de la mise en œuvre des mesures, bilan de chantier... à remettre dans l'exécution du marché.

Le mémoire technique développera obligatoirement les informations précédentes sur **10 pages maximum (hors annexes)**.

Des annexes peuvent être intégrées pour les moyens humains dédiés (CV, formation etc.) et/ou les moyens techniques et matériels dédiés (fiches techniques, schéma etc.).

Les documents seront remis en version pdf et en version native (.xls notamment).

Les cadres fournis par l'APIJ en version Excel et Word dans le cadre du dossier de la consultation doivent être uniquement complétés. Les candidats ne sont pas autorisés à les modifier.

**La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.**

**L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent Règlement de la Consultation.**

## 6. VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION ET EXAMEN DES OFFRES

### 6.1. Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature

l'APIJ se réserve la possibilité d'analyser les offres avant les candidatures et d'analyser en conséquent la candidature du seul candidat pressenti attributaire à l'issue de l'analyse des offres.

### 6.2. Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères, et de leur pondération, énoncés ci-dessous :

CRITERES			PONDERATION
<b>Critère Prix</b>			
Ce critère sera apprécié sur la base du montant global et forfaitaire de l'offre mentionné à l'acte d'engagement			<b>30%</b>
<b>Critère Valeur technique</b>			
<b>Sous-critères</b>	Sous-critère 1. La pertinence des moyens humains, notamment au regard des compétences spécifiques demandées	<b>25 %</b>	<b>70 %</b>
	Sous-critère 2. La méthodologie et l'organisation proposée pour réaliser l'ensemble des missions, telles qu'elles résultent du contenu du mémoire technique	<b>20 %</b>	
	Sous-critère 3. La cohérence des temps prévisionnels d'intervention (25%).	<b>25 %</b>	

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) par mission, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le candidat est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

## **7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

---

### **7.1 Transmission électronique du pli**

Les candidats ont l'obligation de déposer leur pli sous forme dématérialisée sur le site des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2759629&orgAcronyme=d3f>

Elles doivent, dans tous les cas, parvenir avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne sont pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Le candidat fournira en le fichier cadre de réponse (Excel/xls) au format natif dûment renseigné.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

### **7.2 Signature électronique**

Conformément à l'article L2132-2 du Code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé Électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habilites.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et son offre ne soient pas trop volumineuses.

### 7.3 Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support dématérialisé, physique électronique ou sur papier.

En cas de transmission par voie électronique (dématérialisé), la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- Lettre recommandée électronique :
  - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
  - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique

En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement et les annexes financières devront être signés au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde doit être scellée et comporter la mention lisible

« COPIE DE SAUVEGARDE- Marché AMO DD pour l'opération de Cité du Ministère de la Justice de Saint-Laurent du Maroni – NE PAS OUVRIR».

Elle devra :

- Soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h00, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice - Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- Soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Direction juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

#### **7.4 Assurance et frais de transport**

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux-mêmes.

## **8. DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ**

---

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
  - 1° Sa date d'embauche
  - 2° Sa nationalité
  - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

L'agence publique pour l'immobilier de la Justice, maître d'ouvrage

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant.

A ce titre, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS pour l'obtention de ces documents. En cas d'absence des documents ou de documents non conformes, le candidat recevra une alerte via E Attestations pour produire les documents demandés.

A défaut de réponse dans un délai de 10 jours à compter de la demande sur E-Attestations, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

## **9. VOIES DE RECOURS**

---

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Cayenne :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre